

Commune de **ROUSSILLON**

12CLE040

NOVEMBRE 2012



# Zonage d'assainissement Eaux Usées

**Notice explicative**

  
**SAFEGE**  
*Ingénieurs Conseils*

SIÈGE SOCIAL  
PARC DE L'ÎLE - 15/27 RUE DU PORT  
92022 NANTERRE CEDEX  
Agence de Lyon : 26 rue de la Gare 69009 LYON



---

## TABLE DES MATIÈRES

---

<b>1 Contexte et objectifs du zonage .....</b>	<b>1</b>
1.1 Contexte et objet du dossier .....	1
1.2 Objectifs du zonage .....	2
1.3 Contexte réglementaire de l'assainissement collectif .....	3
1.4 Contexte réglementaire de l'assainissement non collectif .....	4
<b>2 Présentation de la commune .....</b>	<b>7</b>
2.1 Situation Géographique .....	7
2.2 Données Démographiques.....	9
2.3 État actuel de l'assainissement collectif .....	9
2.4 État actuel de l'assainissement non collectif .....	12
<b>3 Présentation du zonage.....</b>	<b>13</b>
<b>4 Description technique de l'assainissement non collectif.....</b>	<b>15</b>
4.1 Conception des installations .....	15
4.1.1 Prétraitement.....	15
4.1.2 Épuration et évacuation .....	16
4.2 Gestion de l'assainissement non collectif .....	16
4.3 Contrôle des installations .....	17
4.4 Entretien des installations.....	18



## TABLE DES ILLUSTRATIONS

---

Figure 2-1 : Plan topographique .....	8
Figure 2-2 : Synoptique du réseau d'assainissement de Roussillon .....	11



# 1

## Contexte et objectifs du zonage

### 1.1 Contexte et objet du dossier

Le présent document constitue la notice explicative du zonage d'assainissement Eaux Usées de la commune de ROUSSILLON dans le département de l'Isère.

En matière d'assainissement Eaux Usées, la commune est membre du SIGEARPE (Syndicat Intercommunal de la Gestion de l'Eau et de l'Assainissement de Roussillon, Péage de Roussillon et des Environs) dont le siège est situé sur la commune du Péage de Roussillon. Le présent document est établi sur la base du schéma directeur et zonage établi en 2005 sur l'ensemble du SIGEARPE (étude Safege-Environnement-Hydratec 2005) et sur les données transmises : plan des réseaux, rapport d'activité, projet de PLU.

Le zonage est établi conformément au Code de l'Environnement (art R123-6). Après approbation du projet de zonage, celui-ci est soumis à enquête publique (art. L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), puis approuvé par la collectivité. L'enquête peut être conjointe avec celle du PLU.

Le zonage doit délimiter les zones d'assainissement collectif et non collectif sur le territoire communal en précisant :

- ✓ **Les zones d'assainissement collectif** où la collectivité doit assurer le financement (investissement et exploitation) des équipements d'assainissement collectifs permettant la collecte, l'épuration et le rejet au milieu naturel des eaux usées domestiques. La collectivité devra également se charger de la gestion, de la valorisation et du stockage des boues excédentaires d'épuration issues du traitement. Les coûts du service seront répercutés sur le prix de l'eau (redevance) pour les usagers bénéficiant du service ;
- ✓ **Les zones d'assainissement non collectif**, où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et, si elle le décide, leur entretien (art. L2224-8-III). Le conseil et l'assistance technique aux usagers seront assurés par le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC). Le financement des équipements (investissement et exploitation) d'assainissement non collectif revient aux particuliers, la maîtrise

d'ouvrage est privée. Les coûts du SPANC seront répercutés sur le prix de l'eau par une redevance pour les usagers bénéficiant du service.

Le tracé du périmètre est établi sur un fond cadastral actualisé. Le plan de zonage approuvé, après enquête publique, constitue une pièce opposable aux tiers, annexée au document d'urbanisme communal (P.L.U.).

En effet, toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme ou de permis de construire sur le territoire communal tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.

Par ailleurs, le plan de zonage n'est pas figé définitivement : il pourra être modifié, notamment pour des contraintes nouvelles d'urbanisme, en respectant les procédures légales (enquête publique).

***Remarque sur la portée du zonage d'assainissement : Extrait de la Circulaire du 22 mai 1997***

*« La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :*

- ✓ ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;
- ✓ ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- ✓ ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte ».

## 1.2 Objectifs du zonage

Les objectifs de l'établissement du zonage d'assainissement sont les suivants :

- ✓ Sur le plan technique :
  - ◆ L'optimisation des modes d'assainissement au regard des différentes contraintes techniques et environnementales ;



- ♦ La revalorisation de l'assainissement autonome en tant que technique épuratoire, alternative intéressante au réseau sur le plan technique, économique et environnemental ;
  - ♦ L'identification des zones d'assainissement collectif permettant :
    - Une délimitation fine des périmètres d'agglomération ;
    - L'évaluation des flux raccordables sur les ouvrages collectifs ;
  - ♦ La précision des zones d'intervention des services publics d'assainissement collectif et non collectif (lisibilité du service public).
- ✓ Sur le plan stratégique :
- ♦ La cohérence des politiques communales c'est-à-dire adéquation entre les besoins de développement et la capacité des équipements publics ;
  - ♦ La limitation et maîtrise des coûts de l'assainissement collectif relatif aux eaux usées et aux eaux pluviales.

## 1.3 Contexte réglementaire de l'assainissement collectif

### A- Réglementation générale

Remarque préliminaire : Les éléments réglementaires présentés ci dessous sont en grande partie issus du site internet du ministère : <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>

La réglementation française sur l'assainissement collectif a pris en compte la Directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires qui impose l'identification des zones sensibles où les obligations d'épuration des eaux usées sont renforcées et fixe des obligations de collecte et de traitement des eaux usées pour les agglomérations urbaines d'assainissement. Les niveaux de traitement requis sont fixés en fonction de la taille des agglomérations d'assainissement et de la sensibilité du milieu récepteur du rejet final.

Ces obligations sont actuellement inscrites dans le code général des collectivités territoriales (articles R.2224-6 et R.2224-10 à R.2224-17 relatifs à la collecte et au traitement des eaux usées) et l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.

L'arrêté du 22 juin 2007 regroupe l'ensemble des prescriptions techniques applicables aux ouvrages d'assainissement (conception, dimensionnement, exploitation, performances épuratoires, auto-surveillance, contrôle par les services de l'Etat) ; il concerne tous les réseaux d'assainissement collectifs et les stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ainsi que tous les dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge supérieure à 1.2 kg/j de DBO5 (20 EH).

On citera certaines obligations importantes :

- ✓ les communes ou leurs groupements doivent obligatoirement prendre en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, c'est-à-dire l'ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux ;
- ✓ le raccordement des immeubles aux égouts disposés à recevoir les eaux usées domestiques sur lesquels ces immeubles ont accès, est obligatoire. Tous les ouvrages d'amenée d'eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge du propriétaire. La commune contrôle la conformité des installations correspondantes ;
- ✓ tout déversement d'eaux usées autres que domestiques, dans les égouts, doit être préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par les eaux usées avant de rejoindre le milieu naturel.

Les installations d'assainissement (station d'épuration, déversoir, rejet) font l'objet d'une autorisation ou d'une déclaration selon le code de l'Environnement : Régime d'autorisation et de déclaration : Articles L.214-1 L.214-8 Articles R.214-1 à R.214-56.

Le programme minimal de surveillance des ouvrages d'assainissement est défini dans l'arrêté du 22 juin 2007. Ces exigences peuvent être renforcées par le service de la police des eaux afin de respecter les objectifs de qualité des cours d'eau.

## **B- Règlement du service d'assainissement collectif**

Les droits et devoirs des usagers de l'assainissement collectif doivent être précisés dans le règlement du service d'assainissement.

Ce document définit en particulier les rejets autorisés selon la nature du réseau et de l'installation de traitement finale.

Les industriels et apparentés peuvent constituer des exceptions compte tenu de la nature et du volume des effluents rejetés. Dans ce cas, il est indispensable de définir les conditions de raccordement à travers la mise en place d'une « Convention de rejet » entre l'industriel, le Maître d'ouvrage et l'exploitant des ouvrages d'assainissement. Pour les établissements relevant des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), la réglementation définit exactement le cadre de la négociation de ces conventions.

## **1.4 Contexte réglementaire de l'assainissement non collectif**

Les principales dispositions concernant l'assainissement non collectif sont inscrites dans le Code Général des Collectivités Territoriales et le Code de la Santé Publique.

- ♦ Code de la santé publique : articles L.1331-1 à L.1331-10 et L.1331-11-1
- ♦ Code général des collectivités territoriales : article R.2224-17, compétences des collectivités, contrôle (article L.2224-8), zonage d'assainissement

(Articles L.2224-10, R. 2224-7 , R. 2224-8 et R.2224-9 ) et redevance d'assainissement (L.2224-12-2 et R.2224-19)

- ◆ Code de la construction et de l'habitation : articles L.271-4 à L.271-6 concernant le diagnostic technique annexé à l'acte de vente

Les principaux éléments sont les suivants :

- ◆ Les communes devront avoir contrôlé toutes les installations avant le 31 décembre 2012 ;
- ◆ Elles devront mettre en place un contrôle périodique dont la fréquence sera inférieure à 10 ans;
- ◆ Les communes pourront assurer, outre leur mission de contrôle, et éventuellement d'entretien, des missions complémentaires facultatives de réalisation et réhabilitation, à la demande des usagers et à leurs frais;
- ◆ Les communes pourront également assurer la prise en charge et l'élimination des matières de vidange;
- ◆ Les agents du service d'assainissement auront accès aux propriétés privées pour la réalisation de leurs missions;
- ◆ Les usagers devront assurer le bon entretien de leurs installations et faire appel à des personnes agréées par les préfets de département pour éliminer les matières de vidanges afin d'en assurer une bonne gestion;
- ◆ Afin de mieux informer les futurs acquéreurs, un document attestant du contrôle de l'ANC devra être annexé à l'acte de vente à partir du 1er janvier 2011;
- ◆ Possibilité de faire prendre en charge une partie des dépenses du SPANC par le budget général de la commune pendant les cinq premiers exercices budgétaires suivant la création du SPANC (dérogation à l'article L. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales) introduite par la loi de finances n°2006-1771 du 30 décembre 2006, sans condition de taille de la collectivité et modifié par la loi de finances pour 2009.

La modification de la réglementation repose sur trois axes :

- ✓ Mettre en place des installations neuves de qualité et conformes à la réglementation : pour toute nouvelle construction, le propriétaire doit joindre, à sa demande de permis de construire, une attestation de conformité de son projet d'installation d'assainissement non collectif, dans le cas où son projet de construction est accompagné de la réalisation d'une telle installation. Cette attestation est délivrée par le SPANC de sa commune. Les installations neuves doivent désormais comprendre des dispositifs facilitant le contrôle des agents du SPANC.
- ✓ Réhabiliter prioritairement les installations existantes qui présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution pour l'environnement : le propriétaire doit réaliser les travaux de réhabilitation nécessaires dans les quatre ans qui suivent le contrôle.

- ✓ S'appuyer sur les ventes de logements pour accélérer le rythme de réhabilitation des installations existantes : le vendeur d'un logement équipé d'une installation de ce type doit fournir, dans le dossier de diagnostic immobilier joint à tout acte (ou promesse) de vente, un document daté de moins de 3 ans délivré par le SPANC informant l'acquéreur de l'état de l'installation. Les travaux de réhabilitation doivent être effectués dans un délai maximal d'un an après la signature de l'acte de vente.

La nouvelle réglementation sensibilise par ailleurs les particuliers sur l'intérêt de contacter le SPANC en amont de la réalisation d'un projet d'assainissement non collectif. Au-delà de son rôle de contrôleur, le SPANC peut en effet conseiller les particuliers sur les démarches administratives ainsi que sur les projets et installations les plus pertinents pour éviter les incohérences techniques, coûteuses ultérieurement.

Les textes techniques réglementant l'assainissement non collectif sont principalement les suivants :

- ◆ L'arrêté du 22 juin 2007 fixe les prescriptions techniques applicables aux plus grosses installations d'assainissement non collectif, soit les installations recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1.2 kg/j de DBO5 (20 équivalent-habitants);
- ◆ L'arrêté modifié du 7 septembre 2009 fixe les prescriptions techniques applicables aux petites installations d'assainissement non collectif, soit les installations recevant une charge brute de pollution organique inférieure à 1,2 kg/j de DBO5;
- ◆ L'arrêté du 27 avril 2012 précise les modalités d'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif par les collectivités.

On citera également la norme AFNOR DTU 64.1 qui précise les caractéristiques des ouvrages d'assainissement non collectif.

## 2

# Présentation de la commune

## 2.1 Situation Géographique

La figure suivante présente un plan topographique de la commune. On distingue :

- ✓ La partie Sud-Est, située dans la partie plate de la vallée du Rhône. Cette partie est occupée par des activités industrielles et par un habitat en continuité avec Le Péage de Roussillon. Cette zone présente de bonnes capacités d'infiltration.
- ✓ Le centre ville ancien en bordure Est de l'autoroute A7 et du plateau de Louze constitué de formations morainiques.
- ✓ Plusieurs extensions de la zone d'habitat en étoile autour du centre ville

La commune s'étage entre les altitudes 160 à l'Ouest et 260 m à l'Est.

La géologie comprend les différentes formations suivantes :

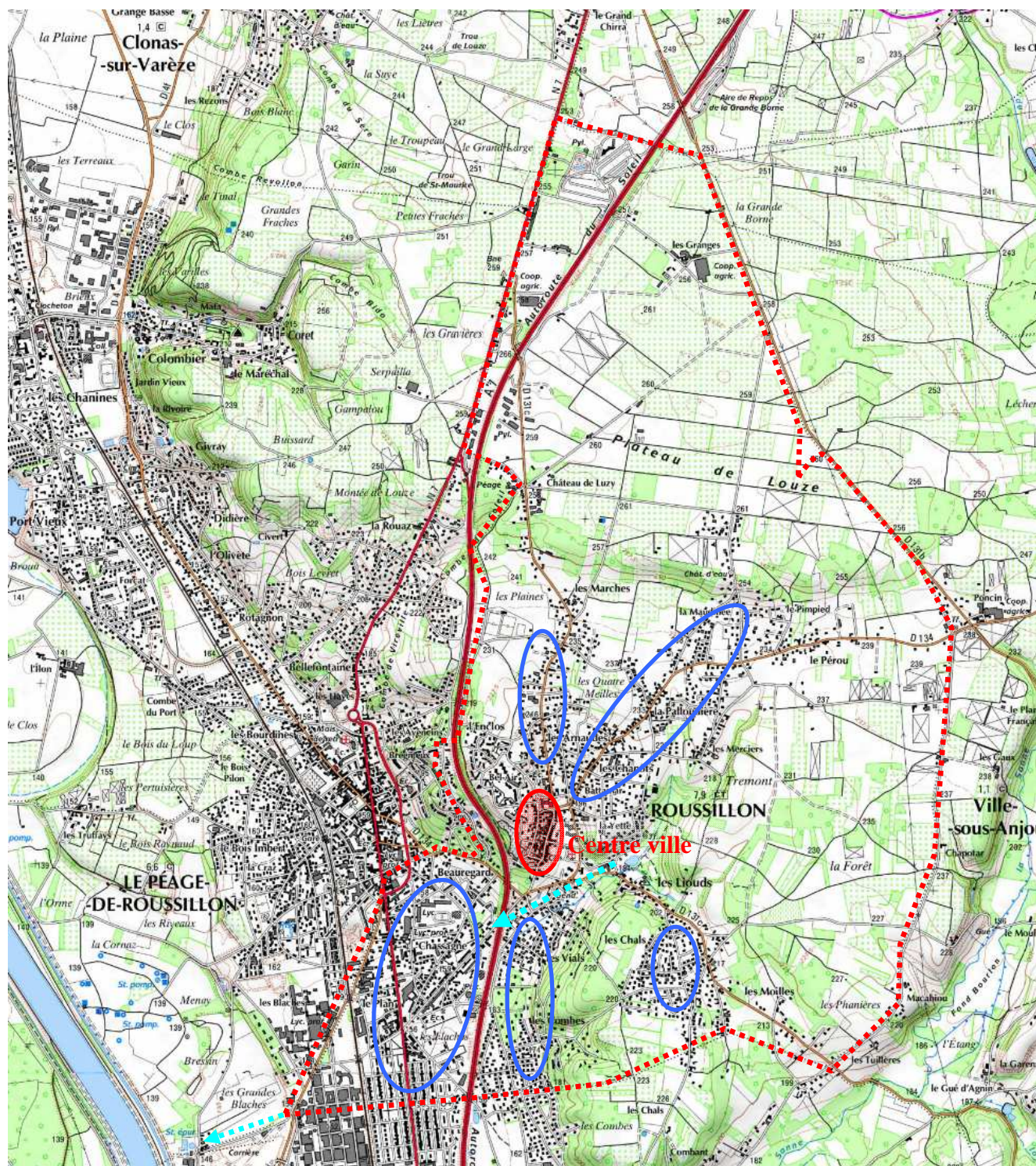
- ✓ Les alluvions fluviatiles modernes (Fz) situés en bordure du Rhône et constituées de limons, sables et galets,
- ✓ Les alluvions fluviatiles Wurniennes, (terrasse de St Rambert, Fy5) composés de galets et sables et localisés sur les zones d'habitat et d'activité ;
- ✓ Les moraines du stade de Louze (Gy1) situées sur la partie Ouest de la commune.

Le seul petit cours d'eau sur la commune est le ruisseau du Rivet qui draine les eaux du plateau de Louze (sources).

Les eaux pluviales de ruissellement sont infiltrées ou évacuées par des réseaux pluviaux ou unitaires vers le Péage de Roussillon.



Figure 2-1 : Plan topographique





## 2.2 Données Démographiques

Les données démographiques (source INSEE) sont résumées dans le tableau suivant :

année	1990	1999	2009
population totale	7 365	7 438	7 961
variation en %		1,0%	7,0%
Nombre total de logements	3 161	3 396	3 771
variation en %		7,4%	11,0%
Nombre de résidences principales	2 866	3 078	3 436
Nombre d'habitant par résidence principale	2,57	2,42	2,32
Nombre de résidences secondaires	83	64	47
Nombre de logements vacants	212	254	288

La population a augmenté de façon significative entre 1999 et 2009. Ce phénomène est lié probablement à la présence d'une activité industrielle et commerciale relativement importante.

L'objectif du projet de PLU est d'encadrer cette croissance. Les zones actuellement urbanisées (hors activités industrielles) représentent 274,3 hectares. Les zones AU (zones à urbaniser) représentent 71,3 hectares, soit 26 % des zones urbanisée actuelles. Le PLU permet un potentiel d'accroissement de la population.

## 2.3 État actuel de l'assainissement collectif

Le nombre d'abonnés sur la commune est le suivant (rapport SIGEARPE 2011) :

commune de Roussillon	
Nombre d'habitants	8 125
nombre d'abonnés eau potable	3 831
consommation en m3/an	457 540
Nombre d'abonnés assainissement collectif	3 698
consommation "assainissement" en m3/an	423 265
consommation "assainissement" en m3/jour	1 160

taux de raccordement	97%
<b>nombre d'habitants raccordés à l'assainissement collectif</b>	<b>7 850</b>
consommation spécifique "assainissement" en l/j/habitant	148

La consommation spécifique reste dans les standards courants pour une commune de type urbain.

Les activités non domestiques sont importantes sur la commune. L'INSEE a recensé au total 401 entreprises dont 18 de type industriel, 88 dans la construction, 153 dans les services, transports et divers, 67 dans le commerce, 75 dans l'administration. Les activités sont situées sur les zones industrielles entre le Rhône et l'autoroute et sont desservies par le réseau eaux usées séparatif.

Le réseau d'assainissement dessert la majeure partie de la zone agglomérée. La figure suivante présente un synoptique du réseau (étude 2005).

Le réseau d'assainissement comprend :

- ◆ Réseau Eaux usées séparatif : 13,3 Km soit 32% du réseau
- ◆ Réseau Eaux usées unitaire : 28,7Km
- ◆ Réseau Eaux pluviales séparatif : 8,8 Km

Le réseau aboutit à l'ouvrage de la Route de Sablons par un T180 (ovoïde de 1.80 m de hauteur). Le T180 remonte la rue Monmousseau jusqu'à la rue des Vials. Le déversoir d'orage DO3-1 situé sur le T180 rue Anatole France déverse vers le bassin B3-1 situé en bordure Est de l'autoroute A7. Le T180 est alimenté par trois branches unitaires : un D400 dessert le centre historique de la ville ; un D500 remonte la rue Fernand Léger puis la montée des Chapots ; un D400 dessert la montée des Chals et les coteaux en amont.

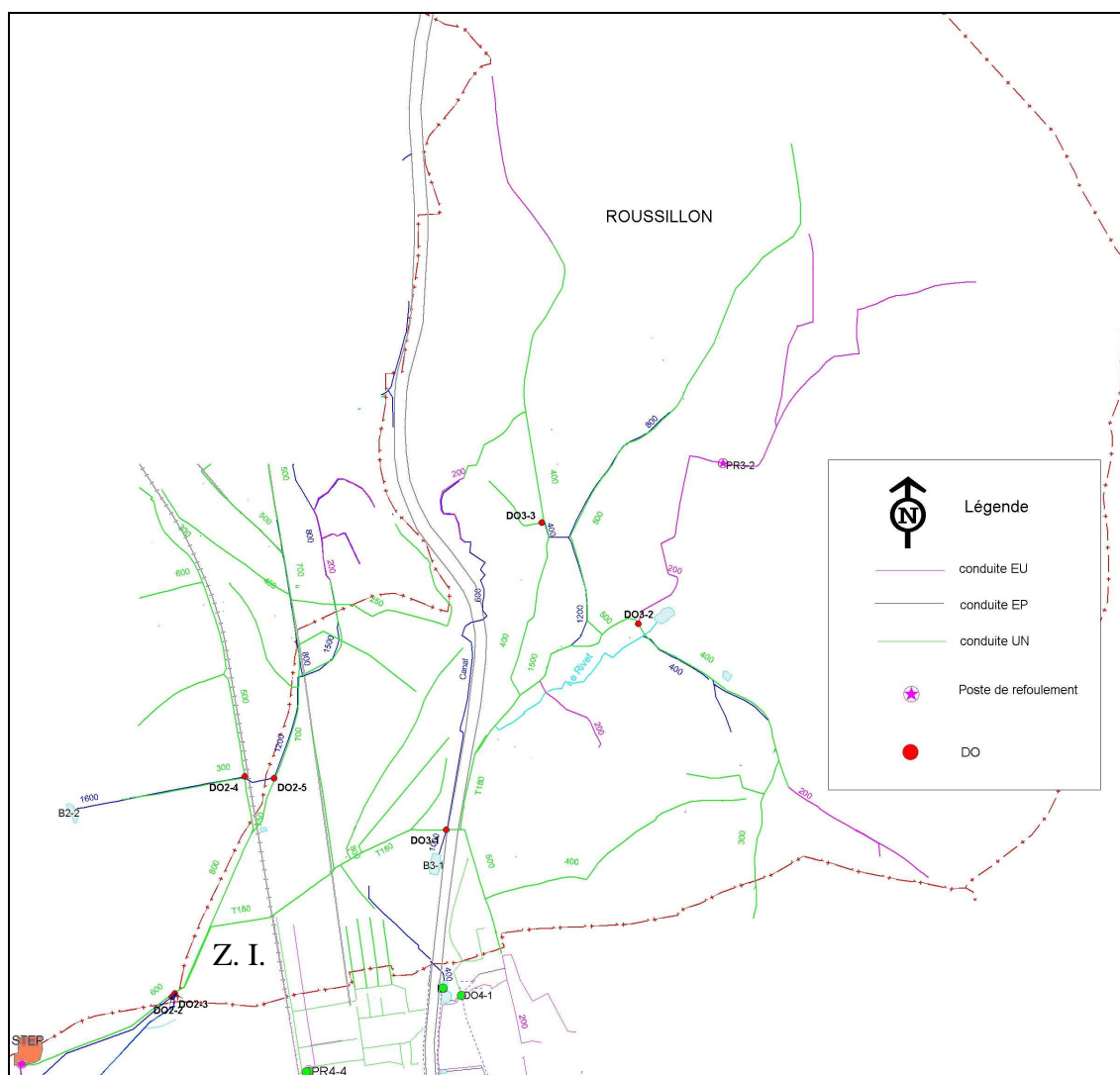
On recense 3 postes de refoulement sur la commune. Le principal PR3-2 refoule les eaux usées en amont de la rue Mercier. Le T180 rue Monmousseau collecte également les effluents des cités de Salaise-sur-Sanne par l'intermédiaire du poste de refoulement PR4-4.

Le faible linéaire de réseau séparatif eaux usées est présent en amont sur les coteaux et plateaux de la commune.

A noter l'absence de cours d'eau drainant les eaux pluviales. Les réseaux unitaires sont insuffisamment dimensionnés et de nombreux débordements sont observés en cas d'orages.



Figure 2-2 : Synoptique du réseau d'assainissement de Roussillon



Les eaux usées de la commune sont traitées par la station d'épuration des Blaches située sur le Péage de Roussillon. Cette station d'épuration traite les eaux usées des communes du Péage de Roussillon, Roussillon, Salaise sur Sanne, Sablons, Chanas, Agnin (partiel), Anjou, ainsi que des apports extérieurs au SIGEARPE. Les eaux traitées sont ensuite rejetées au Rhône.

La station a une capacité de traitement de 22 000 EH. Des travaux de mise en conformité et d'extension des capacités de traitement sont en cours. Ces travaux permettront de traiter les charges de pollutions supplémentaires dues aux augmentations de population. Il est prévu une fin des travaux fin 2015.

## 2.4 État actuel de l'assainissement non collectif

Le parc des installations d'assainissement non collectif est constitué actuellement d'environ 80 abonnés. Il s'agit des habitations éparses au Nord et à l'Est de la commune. Il n'est pas envisagé d'extension des réseaux pour raccorder ces habitations éparses.

Le service de l'assainissement non collectif est géré par le SIGEARPE. Ce dernier comptabilise 680 abonnés au total. La mise en œuvre du service est opérationnelle et comprend :

- ♦ La délimitation des zones d'assainissement non collectif ;
- ♦ L'application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif ;
- ♦ La mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans ;
- ♦ La mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012 et sur l'ensemble du territoire du SIGEARPE :

✓ le nombre d'installations contrôlées jugées conformes est de : 186

✓ le nombre d'installations contrôlées est de : 625

Le taux de conformité est donc de 29,8 %..

# 3

## Présentation du zonage

Le zonage d'assainissement a été élaboré selon les principes suivants :

- ✓ Assainissement collectif pour l'ensemble des zones urbanisées et urbanisables desservies par le réseau d'assainissement existant ou par extensions des réseaux d'assainissement. Les principaux arguments justifiant ce choix sont les suivants :
  - la volonté de résoudre les contraintes liées à l'assainissement non collectif dans ces secteurs, notamment les problèmes de surface disponible limitée
  - la volonté de supprimer des rejets directs au milieu naturel
  - la continuité de la politique de raccordement des abonnés

**Les travaux prévus sur la station d'épuration permettront le raccordement des nouvelles constructions.**

- ✓ Assainissement non collectif pour les autres secteurs et ceux non desservis par le réseau d'assainissement collectif existant.

Il s'agit de hameaux ou lieudits pour lesquels le scénario de l'assainissement collectif a été écarté du fait :

- des faibles perspectives d'urbanisation,
- de l'éloignement des réseaux existants et/ou des coûts de raccordement pour le particulier,
- du faible nombre d'habitations concernées.

En définitive la zone d'assainissement collectif regroupe l'ensemble des zones U (habitats, commerce), les zones industrielles, ainsi que les zones à urbaniser (AU). Seuls, les écarts, situés à l'Est de la commune (zones A et N) et au Nord (zone à l'Ouest de l'Autoroute le long de la N7) ne sont pas situés en zone d'assainissement collectif.

En dehors de la zone d'assainissement collectif, l'assainissement sera de type non collectif. Les dispositifs à mettre en place vont dépendre de la nature du sol. Celui-ci a été étudié lors de l'étude 2005. Les vitesses d'infiltration sont hétérogènes sur le

territoire de la commune et vont de 4 à 56 mm/h. On pourra consulter la carte d'aptitude des sols réalisée lors de l'étude 2005. Toutefois celle-ci étant établie à partir de sondages ponctuels d'une part et les sols étant par nature très hétérogènes sur la commune d'autre part, il est fortement conseillé pour tout projet de construction ou de réhabilitation de filière d'assainissement non collectif, de confirmer la filière par un sondage sur la parcelle concernée ;

Les usagers se rapprocheront du SPANC (Service public d'assainissement non collectif) assuré ici par le SIGEARPE pour l'établissement des projets de travaux neufs ou de réhabilitation. Ce service a en effet un rôle de contrôle afin de s'assurer du bon fonctionnement des installations.

# 4

## Description technique de l'assainissement non collectif

### 4.1 Conception des installations

On citera également la norme AFNOR DTU 64.1 qui précise les caractéristiques des ouvrages d'assainissement non collectif.

Les assainissements non collectifs doivent assurer l'épuration et l'évacuation des eaux usées d'origine domestique. Dans tous les cas, ils comprennent au minimum :

- ✓ un dispositif de prétraitement constitué par une fosse septique toutes eaux ;
- ✓ un dispositif d'épuration et d'évacuation, fonction des conditions de sol et de relief.

#### 4.1.1 Prétraitement

La « Fosse Septique Toutes Eaux » recueille les eaux vannes (W-C) et les eaux ménagères. Son volume est d'au moins 3 m<sup>3</sup> pour les logements jusqu'au 5 pièces, il est augmenté de 1 m<sup>3</sup> par pièce supplémentaire.

- ✓ Il s'y déroule deux types de phénomènes :
  - ◆ un phénomène physique de clarification par décantation des matières en suspension les plus lourdes (boues) et dégraissage par flottation (les graisses rendues par les eaux forment en se refroidissant une croûte en surface) ;
  - ◆ un phénomène chimique avec digestion anaérobie des boues (début de dégradation de la charge organique).

La « Fosse Septique Toutes Eaux » assure uniquement un prétraitement nécessaire au bon fonctionnement du système d'épuration. Pour que la fosse soit efficace, les eaux usées doivent y séjourner assez longtemps.

Son volume est prévu pour que les eaux usées d'une famille moyenne y séjournent au moins 3 jours. Elle doit être contrôlée et vidangée tous les 2 à 4 ans : en effet, les

boues et graisses diminuent son volume utile ; si celui-ci est trop réduit, les eaux usées sortant de la fosse risquent d'être trop chargées en graisse et en matières en suspension qui peuvent colmater le dispositif d'épandage.

Le préfiltre a pour rôle de limiter les conséquences d'un relargage accidentel de matières en suspension en quantité importante suite à un dysfonctionnement hydraulique.

Il présente également l'intérêt d'éviter le départ de particules isolées de densité proche de 1, susceptibles d'obturer les orifices situés en aval.

Il doit pouvoir être nettoyé sans occasionner de départ de boues vers le massif filtrant. Il doit effectivement se bloquer et donc déborder en cas de problème.

Il est obligatoire, dans le cas exceptionnel de réhabilitation, de séparer les eaux vannes des eaux ménagères.

#### **4.1.2 Épuration et évacuation**

Un épandage souterrain est constitué par des tranchées filtrantes, lorsque les conditions de sol (profondeur, perméabilité, absence de nappe) et de relief le permettent. Il assure l'épuration et l'évacuation des effluents.

Les tranchées filtrantes peuvent être remplacées par divers dispositifs (tertre filtrant, sol reconstitué, filtre à sable t) pour pallier certaines contraintes du sol. Ces dispositifs n'assurent que la fonction traitement.

En l'absence d'une perméabilité suffisante, ces dispositifs doivent être drainés. Ils nécessitent donc un dispositif d'évacuation des eaux (puits d'infiltration ou rejet vers le réseau hydrographique). Une autorisation spécifique est nécessaire

Les puits d'infiltration ne sont que des procédés d'évacuation, sans épuration, et ne peuvent être utilisés qu'à la sortie d'un dispositif de type filtre à sable drainé après autorisation.

### **4.2 Gestion de l'assainissement non collectif**

La gestion de l'assainissement non collectif est assurée par le SPANC dont les missions principales sont les suivantes :

- ✓ Pour les dispositifs neufs et réhabilités, d'assurer le contrôle de conception et d'implantation, suivi du contrôle de bonne exécution, afin de vérifier que la conception technique, l'implantation des dispositifs d'assainissement et l'exécution des ouvrages sont conformes à l'arrêté du 6 mai 1996 sur les prescriptions techniques ;

- ✓ Pour les dispositifs existants, d'effectuer un diagnostic des ouvrages et de leur fonctionnement, dont le but essentiel est de vérifier leur innocuité au regard de la salubrité publique et de l'environnement ;
- ✓ Pour l'ensemble des dispositifs, de vérifier périodiquement le bon fonctionnement des ouvrages, ainsi que la réalisation des vidanges si la commune n'a pas pris en charge l'entretien des dispositifs, par l'intermédiaire des contrôles périodiques de bon fonctionnement et d'entretien ;
- ✓ Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non-collectif.
- ✓ Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non-collectif.

## 4.3 Contrôle des installations

La collectivité, via son Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.), prend en charge les dépenses de contrôle des dispositifs d'assainissement non-collectif. Le bénéficiaire de ce service devra s'acquitter d'une redevance, ceci en contrepartie d'une prestation rendue.

Les prestations du contrôle technique sont les suivantes :

- ✓ Pour les installations nouvelles ou réhabilitées :
  - ◆ Conception et implantation ;
  - ◆ Bonne exécution des ouvrages avec si possible une visite du chantier avant remblaiement.

Ce contrôle initial est réalisé en parallèle (mais distinctement) avec les procédures d'urbanisme (permis de construire, certificat de conformité).

- ✓ Pour les installations existantes :
  - ◆ Vérification périodique du bon fonctionnement portant sur les points suivants:
    - Bon état des ouvrages et ventilation ;
    - Accessibilité ;
    - Bon écoulement des effluents vers le dispositif d'épuration ;
    - Accumulation « normale » des boues dans la fosse ;
    - Qualité des rejets (si rejet en milieu superficiel) ;
    - Odeurs, rejets anormaux ;
    - Réalisation des vidanges périodiques.

Le contrôle technique devra en priorité se focaliser sur la conformité des installations nouvelles. Suite au contrôle initial, les visites de contrôles doivent avoir lieu tous les 4 ans.

Ces visites permettront d'examiner avec les propriétaires la conformité des installations et les modalités éventuelles de mise en conformité, lorsque celle-ci s'avère nécessaire compte-tenu des risques pour la santé publique.

L'accès aux propriétés doit être précédé d'un avis préalable de visite. Un rapport de visite est établi par le service d'assainissement dont une copie est transmise au propriétaire.

## **4.4 Entretien des installations**

L'entretien des installations doit être assuré par l'occupant ou le propriétaire. Les principales opérations concernent :

- ◆ L'entretien régulier des ouvrages afin d'assurer le bon état et l'accès (coupe des végétaux, etc.);
- ◆ La vidange de la fosse tous les 4 ans ;
- ◆ La vidange des bacs dégraisseurs éventuels tous les ans ;
- ◆ L'entretien éventuel pour le bon écoulement des effluents.

L'entrepreneur réalisant la vidange remet lors de l'opération un document mentionnant la description de l'opération et le destinataire des matières de vidange.